

ANNEXE 1 : LE BUDGET PRIMITIF 2020 DU DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE PAR DELEGATION

en milliers d'euros

Délégations	Fonctionnement		Investissement		Autorisations de programme				Total flux BP 2020
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Flux BP 2020 part anticipée en DM2-2019	Flux BP 2020 hors part anticipée			
						Net	Hausses	Baisses	
ADMINISTRATION GENERALE ET SERVICES GENERAUX	28 653,0	358,0	5 546,0	10,0	1 508,0	3 074,0	3 074,0		4 582,0
AGRICULTURE	8 251,0	507,0	4 370,0		800,0	2 900,0	2 900,0		3 700,0
AIDES AUX COMMUNES ET VIE LOCALE	1 697,0		180 000,0		7 000,0	205 777,3	218 000,0	-12 222,7	212 777,3
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - MARSEILLE	34,0		8 665,0			-5 258,7		-5 258,7	-5 258,7
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE HORS MARSEILLE ET MOBILITE	546,0	259,0	127 306,5		87 940,0	19 924,7	20 000,0	-75,3	107 864,7
ANCIENS COMBATTANTS	100,0		10,0						
ANIMATION POUR LES PERSONNES DU BEL AGE	7 685,0		180,0			250,0	250,0		250,0
BÂTIMENTS DEPARTEMENTAUX	5 787,5		25 072,3		4 000,0	5 690,0	7 636,0	-1 946,0	9 690,0
CHASSE ET PÊCHE	170,0		255,0						
COLLEGES	62 637,0	4 797,0	112 958,5	8 115,1	21 700,0	67 096,0	67 493,5	-397,5	88 796,0
COMMUNICATION	4 030,0								
CONTROLE DE GESTION	500,0								
CULTURE	18 330,0	240,0	5 808,9	4 014,0	300,0	970,0	970,0		1 270,0
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - EMPLOIS	3 130,0		6 907,5						
DOMAINES DEPARTEMENTAUX ESPACES NATURELS DEPARTEMENTAUX	5 912,7	220,0	7 616,0	60,0	442,0	3 364,6	3 840,0	-475,4	3 806,6
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - RECHERCHE	398,0		6 317,0						
ENVIRONNEMENT - DEVELOPPEMENT DURABLE - ENERGIES RENOUVELABLES - AGENDA 21	905,8	75,0	1 365,0	500,0					
ETANG DE BERRE	309,0		146,0						
FINANCES	157 611,1	2 258 998,0	72 100,0	23 540,8					
INSERTION PROFESSIONNELLE	545 071,1	8 921,0	100,0						
JEUNESSE	10 965,0		100,0						
LOGEMENT	752,0		19 565,0		500,0	16 500,0	16 500,0		17 000,0
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	425,0		60,0						
MARCHES PUBLICS ET DSP	600,0		155,0						
MOYENS GENERAUX (rattachés à Mme la Présidente)	800,7								
PATRIMOINE	16 478,0	4 622,0	14 363,5	19 005,0		3 230,3	6 000,0	-2 769,7	3 230,3
PERSONNES DU BEL AGE	301 333,0	53 090,0	2 349,4		200,0	1 800,0	1 800,0		2 000,0
PERSONNES HANDICAPÉES	303 122,0	22 450,0	960,0			1 000,0	1 000,0		1 000,0
PISTES CYCLABLES	96,1		10 605,0	871,4		11 000,0	11 000,0		11 000,0
PMI - ENFANCE - SANTE - FAMILLE - POLITIQUES PUBLIQUES MISES EN ŒUVRE PAR LES MDS	294 998,0	10 116,3	12 415,6	180,0	1 200,0	59 070,0	59 070,0		60 270,0
POLITIQUE DE LA VILLE	2 279,0		2 000,0			1 500,0	1 500,0		1 500,0
PORTS	181,0		3 244,4		430,0	900,0	900,0		1 330,0
PREVENTION ROUTIERE	261,0		190,0		30,0	30,0	30,0		60,0
RELATIONS INTERNATIONALES ET EUROPEENNES - INTERVENTIONS HUMANITAIRES	1 328,0		40,0						
RESSOURCES HUMAINES DE LA COLLECTIVITE	364 030,0	7 301,0	202,0						
RESSOURCES NATURELLES ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX	76 220,0		10 564,0			1 460,0	1 460,0		1 460,0
ROUTES	10 276,9	967,9	64 960,4	976,9	6 740,0	39 757,0	39 757,0		46 497,0
SECURITE - PREVENTION DE LA DELINQUANCE ET DE LA RADICALISATION	9 816,1		460,0		100,0	150,0	150,0		250,0
SOUTIEN AUX CENTRES SOCIAUX	3 324,0		50,0			100,0	100,0		100,0
SPORTS	17 314,0		1 720,9		200,0	600,0	600,0		800,0
SYSTEMES D'INFORMATION ET DES SERVICES NUMERIQUES	13 529,4	100,0	25 671,0	300,0	11 307,0	15 816,0	15 816,0		27 123,0
TOURISME	4 649,0		409,0						
VIE ASSOCIATIVE	10 108,5		1 600,0			900,0	900,0		900,0
VITICULTURE	60,0								
Total général	2 294 704,9	2 373 022,1	736 408,7	57 573,3	144 397,0	457 601,1	480 746,5	-23 145,4	601 998,1



ANNEXE 2

INFORMATION DES CITOYENS

(Article L.3313-1 du code général des collectivités territoriales)

BUDGET DEPARTEMENTAL 2020

3 MILLIARDS D'EUROS DE RECETTES

FISCALITE DIRECTE 641,4 M€

- Taxe foncière sur les propriétés bâties
- Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises
- Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux

FISCALITE INDIRECTE 1.059 M€

- Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques
- Droits de mutation
- Taxe spéciale sur les conventions d'assurance
- Taxe sur la consommation finale d'électricité
- Taxe d'aménagement

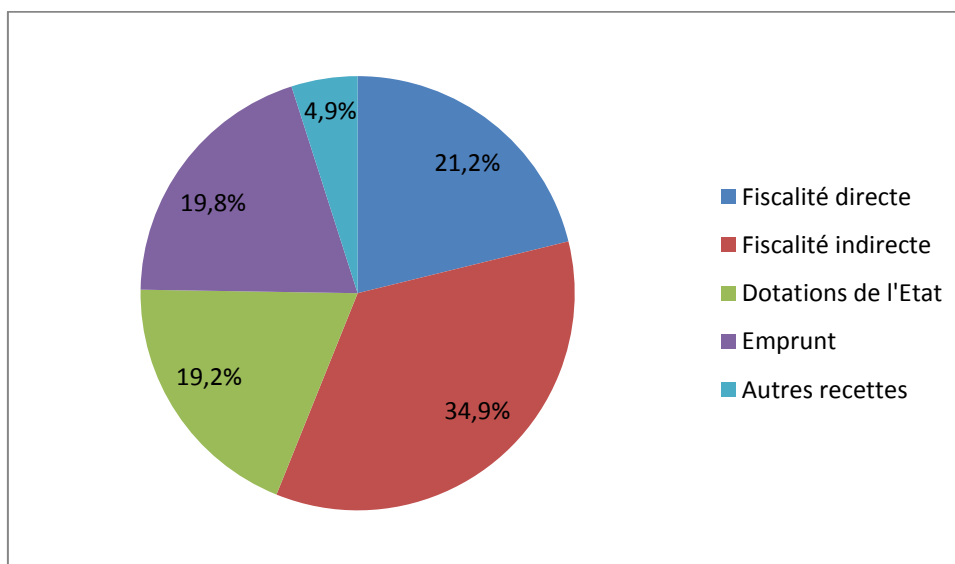
DOTATIONS DE L'ETAT ET ALLOCATIONS COMPENSATRICES 580,7 M€

- Dotation globale de fonctionnement
- Dotation générale de décentralisation
- Fonds de compensation de la TVA
- Dotation départementale d'équipement des collèges
- Dotation globale d'équipement
- Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle
- Fonds national de garantie individuelle des ressources
- Allocations compensatrices :
 - CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)
 - fonds de mobilisation départemental pour l'insertion
 - exonérations de fiscalité directe

EMPRUNT 601 M€

AUTRES RECETTES 149,4 M€

NB : Budget primitif hors reports et résultats N-1. Hors opérations Terra 13/13 Développement



LES POLITIQUES MENEES PAR LE DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

<i>Chiffres exprimés en millions d'euros</i>	Dépenses		Actions principales
	Montant	%	
SOLIDARITE	1 460,3 M€	48,2%	
DONT INSERTION PROFESSIONNELLE	545,2 M€		Allocations RSA ; actions d'insertion ; contrats d'insertion.
DONT PERSONNES DU BELAGE	303,7 M€		Allocation personnalisée d'autonomie ; hébergement aide sociale ; maisons du bel âge.
DONT PERSONNES HANDICAPÉES	304,1 M€		Prestation de compensation du handicap ; hébergement aide sociale ; transport élèves handicapés.
DONT PMI - ENFANCE - SANTE - FAMILLE - POLITIQUES MENEES PAR LES MDS	307,4 M€		Dépenses de protection et d'hébergement des enfants ; actions de protection maternelle infantile et de santé publique.
EDUCATION, CONSTRUCTION, ENVIRONNEMENT ET SECURITE	281,3 M€	9,3%	
DONT COLLEGES	177,8 M€		Plan Charlemagne dont constructions, travaux, plan collège numérique et sécurisation des bâtiments, fonctionnement.
DONT POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES	103,5 M€		Contribution départementale au budget du service départemental d'incendie et de secours ; financement du bataillon des marins pompiers de Marseille ; travaux et investissements espaces naturels sensibles.
VIE LOCALE ET CULTURE	284,1 M€	9,4%	
DONT AIDES AUX COMMUNES ET VIE LOCALE	181,7 M€		Contrats départementaux de développement et d'aménagement ; travaux de proximité ; équipements structurants ; véhicules propres.
DONT LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE	24,6 M€		Projets ANRU (Rénovation urbaine) ; financement bailleurs sociaux ; dispositif Provence Eco-rénov.
DONT JEUNESSE ET SPORTS	30,1 M€		Aides au tissu associatif sportif ; dispositif collégien de Provence ; acquisition matériels sportifs.
DONT CULTURE	24,1 M€		Partenariat culturel ; établissements culturels départementaux ; actions culturelles.
AMENAGEMENTS, RESEAUX, INFRASTRUCTURES, ECONOMIE	262,4 M€	8,7%	
DONT ROUTES PISTES CYCLABLES ET PREVENTION ROUTIERE	86,4 M€		Programmes de travaux routiers dont renforcement des structures de chaussées, programme pistes cyclables, entretien et gestion du réseau routier départemental.
DONT AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	136,8 M€		Projets mobilité ; participation au syndicat mixte PACA très haut débit.
DONT AGRICULTURE	12,6 M€		Dispositifs démoustication, aide aux agriculteurs, protection sanitaire des élevages, plan bio.
MOYENS GENERAUX	516,7 M€	17,0%	
DONT RESSOURCES HUMAINES ET RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX	364,2 M€		Rémunérations et charges, formation, action sociale.
DONT SYSTEMES D'INFORMATION ET DES SERVICES NUMERIQUES	39,0 M€		Gestion et entretien du parc informatique ; évolution des systèmes et réseaux d'information ; modernisation de la sûreté informatique.
DONT PATRIMOINE ET BATIMENTS	61,7 M€		Acquisitions de biens ; travaux dans les bâtiments départementaux.
DEPENSES NON FONCTIONNELLES	226,2 M€	7,5%	
FINANCES	226,2 M€		Charge de la dette, provisions, contributions aux fonds de péréquations, charges des transferts de compétences issues de la loi NOTRe, reprise financière. Hors opérations Terra 13/13 Développement.
TOTAL BUDGET GENERAL	3 031,1 M€	100%	

LA CRISE SANITAIRE

Le département a engagé dès le début de la crise sanitaire de nombreuses actions afin de lutter contre la pandémie de Covid 19.

Ce sont ainsi près de 100 M€ de dépenses directes qui ont été lancées à ce jour. Plus de 34,3 M€ concernent le secteur de la solidarité notamment pour l'achat de masques et de solutions hydro alcooliques pour les populations les plus vulnérables. Les besoins liés aux équipements et produits de protections destinés au maintien des services publics sont de plus de 8 M€. Par ailleurs, plus de 7 M€ sont destinés à d'autres politiques départementales avec notamment, un important soutien au secteur touristique, des actions culturelles et des aides aux agriculteurs. A tout cela s'ajoute 13 M€ d'investissement (hôpitaux...) et 30 M€ d'aide aux communes.

LES CHIFFRES CLES

Population :	2.048.504 hab.
	<small>(source : INSEE décembre 2019 – population totale)</small>
Superficie :	5.087 km ²
	<small>(source : DGCL)</small>
Nombre de communes :	119
Education (année scolaire 2019/2020) :	
Collèges publics (dont 1 en gestion intercommunale) :	136
Collèges privés sous contrat :	52
Collégiens pour l'année (tous établissements) :	101.992 (+ 2.649)
Action sociale (données au 31/10/2019) :	
RSA : Nombre d'allocataires du RSA à la charge du Département :	71.057 (-0,1%)
dont nombre d'allocataires du RSA standard socle : 62.322	
dont nombre d'allocataires du RSA majoré (ex-allocation parent isolé) : 8.735	
Nombre de personnes âgées bénéficiaires de l'APA :	40.056
dont bénéficiaires de l'aide à domicile : 25.492	
dont bénéficiaires de l'aide en établissement : 14.564	
Nombre de personnes handicapées aidées :	14.470
dont bénéficiaires adultes et enfants de la PCH : 8.749	
dont bénéficiaires de l'allocation compensatrice de tierce personne : 1.382	
Nombre d'enfants relevant de l'aide sociale à l'enfance :	4.616
dont 3.821 mineurs (dont 1.074 mineurs non accompagnés)	
795 jeunes majeurs	
Une taxe foncière sur les propriétés bâties parmi les plus faibles de France, au 80^{ème} rang sur 95 départements métropolitains hors Paris :	15,05%
<small>(moyenne nationale 2019 : 17,45 %)</small>	

(source : DGCL – à partir des Etats fiscaux 1253 DEP de la DGFIP)

Une gestion saine qui privilégie action sociale, éducation, emploi et équilibre des territoires		
	BDR*	National*
Stock de dette par habitant	420 €	508 €
Dépenses de fonctionnement d'aide sociale par habitant	732 €	606 €
Dépenses pour les collèges par élève (données démographiques**)	2.329 €	1.311 €
Dépenses d'investissement par habitant (hors dette)	321 €	176 €

Sources :

* DGCL - Budgets Primitifs 2019 – Départements métropolitains hors 75, Métropole Lyon et Corse

** Ministère de l'Éducation Nationale

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 24 juil 2020 - Rapport n° 68

Direction des Finances
Direction Adjointe du Budget
Service du Budget

ANNEXE 3 - TABLEAU D'AFFECTATION BP 2020

Millésime et numéro d'AP	Imputation budgétaire	Numéro d'opération	Situation de l'AP			Situation de l'affectation		
			Montant AP après DM2-2019	Total flux BP 2020	Montant AP après BP 2020	Part affectée après DM2-2019	Total affectation BP 2020	Affectation après BP 2020
TOTAL			516 925 758,30	172 530 509,63	689 456 267,93	514 995 723,38	147 593 675,63	662 589 399,01
2004-14016A	23-221-2317312	1010960	-	805 000,00	805 000,00	-	805 000,00	805 000,00
2004-14016A	23-221-238-4	1010960	-	45 000,00	45 000,00	-	45 000,00	45 000,00
2004-14017A	20-221-2031	1013448	200 000,00	200 000,00	400 000,00	200 000,00	200 000,00	400 000,00
2012-22027A	23-221-2317312	1011026	7 750 000,00	-	387 500,00	7 362 500,00	7 750 000,00	-
2012-22027A	23-221-238-4	1011026	-	387 500,00	387 500,00	-	387 500,00	387 500,00
2012-22027A	23-221-231312	1011035	2 430 000,00	-	121 500,00	2 308 500,00	2 430 000,00	-
2012-22027A	23-221-238-4	1011035	-	121 500,00	121 500,00	-	121 500,00	121 500,00
2012-22027A	23-221-2317312	1011323	500 000,00	12 562 500,00	13 062 500,00	500 000,00	12 562 500,00	13 062 500,00
2012-22027A	23-221-238-4	1011323	-	687 500,00	687 500,00	-	687 500,00	687 500,00
2012-22027A	23-221-2317312	1012014	-	2 205 000,00	2 205 000,00	-	2 205 000,00	2 205 000,00
2012-22027A	23-221-238-4	1012014	-	245 000,00	245 000,00	-	245 000,00	245 000,00
2012-22027A	23-221-2317312	1011551	8 900 000,00	-	45 000,00	8 855 000,00	8 900 000,00	-
2012-22027A	23-221-238-4	1011551	-	445 000,00	445 000,00	-	445 000,00	445 000,00
2012-22027A	20-221-2031	1011551	1 638 000,00	-	400 000,00	1 238 000,00	1 638 000,00	-
2012-22027A	20-221-2031	1012015	630 000,00	100 000,00	730 000,00	630 000,00	100 000,00	730 000,00
2012-22027A	23-221-2317312	1013196	-	6 000 000,00	6 000 000,00	-	6 000 000,00	6 000 000,00
2012-22027A	23-221-238-4	1013196	-	300 000,00	300 000,00	-	300 000,00	300 000,00
2012-22027A	20-221-2031	1014036	420 000,00	1 100 000,00	1 520 000,00	420 000,00	1 100 000,00	1 520 000,00
2012-22027A	20-221-2031	1014038	720 000,00	330 000,00	1 050 000,00	720 000,00	330 000,00	1 050 000,00
2012-22027A	20-221-2031	1014459	250 000,00	250 000,00	500 000,00	250 000,00	250 000,00	500 000,00
2004-14014A	23-221-231312	1004371	10 800 000,00	2 960 000,00	13 760 000,00	10 800 000,00	2 960 000,00	13 760 000,00
2012-22026A	23-12-231318	1011303	1 421 500,00	-	450 000,00	971 500,00	1 421 500,00	-
2012-22026A	23-12-231318	1012890	4 092 500,00	400 000,00	4 492 500,00	4 092 500,00	400 000,00	4 492 500,00
2012-22026A	23-12-238-4	1012890	200 000,00	50 000,00	250 000,00	200 000,00	50 000,00	250 000,00
2012-22026A	23-12-231318	1013374	5 190 000,00	460 000,00	5 650 000,00	5 190 000,00	460 000,00	5 650 000,00
2004-14008A	23-0202-231311	1004255	80 000,00	40 000,00	120 000,00	80 000,00	40 000,00	120 000,00
2004-14008A	20-0202-2031	1013940	620 000,00	-	620 000,00	620 000,00	-	620 000,00
2004-14008A	20-0202-2031	1013941	200 000,00	-	200 000,00	200 000,00	-	200 000,00
2004-14008A	23-0202-231318	1013941	1 000 000,00	-	1 000 000,00	1 000 000,00	-	1 000 000,00
2004-14009A	20-0202-2031	1013942	200 000,00	-	126 000,00	74 000,00	200 000,00	-
2004-14009A	23-0202-231314	1013942	960 000,00	226 000,00	1 186 000,00	960 000,00	226 000,00	1 186 000,00
2004-14011A	23-50-237-4	1013519	-	10 000,00	10 000,00	-	10 000,00	10 000,00
2004-14013A	23-11-231318	1004293	81 440,93	80 000,00	161 440,93	81 440,93	80 000,00	161 440,93
2004-14033A	20-0202-2031	1006853	1 168 801,03	-	160 000,00	1 008 801,03	1 168 801,03	-
2004-14033A	23-0202-231314	1006853	2 472 070,54	-	750 000,00	1 722 070,54	2 472 070,54	-
2004-14033A	23-0202-231314	1012894	1 800 000,00	100 000,00	1 900 000,00	1 800 000,00	100 000,00	1 900 000,00
2004-14033A	20-0202-2031	1013947	380 000,00	160 000,00	540 000,00	380 000,00	160 000,00	540 000,00
2004-14033A	23-0202-231314	1013947	3 540 000,00	650 000,00	4 190 000,00	3 540 000,00	650 000,00	4 190 000,00
2006-16035A	20-64-2031	à créer	-	30 000,00	30 000,00	-	30 000,00	30 000,00
2020-14066 K	204-64-20421	1014538	200 000,00	200 000,00	400 000,00	200 000,00	200 000,00	400 000,00
2020-10219U	204-928-20422	à créer	-	800 000,00	800 000,00	-	800 000,00	800 000,00
2020-10281AB	204-928-204181	1014489	24 162,00	100 000,00	124 162,00	24 162,00	100 000,00	124 162,00
2020-10281AB	204-928-204182	1014489	313 838,00	200 000,00	513 838,00	313 838,00	200 000,00	513 838,00
2020-10281AB	204-928-204142	1014489	62 000,00	50 000,00	112 000,00	62 000,00	50 000,00	112 000,00
2020-10281AB	204-928-204141	1014489	-	50 000,00	50 000,00	-	50 000,00	50 000,00
2020-10258Z	204-928-20421	à créer	-	250 000,00	250 000,00	-	250 000,00	250 000,00
2020-10258Z	204-928-20422	à créer	-	250 000,00	250 000,00	-	250 000,00	250 000,00
2020-10489V	204-928-20422	à créer	-	800 000,00	800 000,00	-	800 000,00	800 000,00
2015-25004A	204-928-20421	1012499	2 000 000,00	400 000,00	2 400 000,00	2 000 000,00	400 000,00	2 400 000,00
2019-25001B	23-221-231312	1014284	670 000,00	-	40 000,00	630 000,00	670 000,00	-
2019-25001B	23-221-2317312	1014284	960 000,00	15 000,00	975 000,00	960 000,00	15 000,00	975 000,00
2019-25001B	20-221-2051	1014284	70 000,00	25 000,00	95 000,00	70 000,00	25 000,00	95 000,00
2014-10113L	21-221-21841	1011780	330 000,00	-	6 035,41	323 964,59	330 000,00	-
2016-10134AA	21-221-21841	1000251	634 962,99	-	230 000,00	404 962,99	634 962,99	-

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 24 juil 2020 - Rapport n° 68

Direction des Finances
Direction Adjointe du Budget
Service du Budget

ANNEXE 3 - TABLEAU D'AFFECTATION BP 2020

Millésime et numéro d'AP	Imputation budgétaire	Numéro d'opération	Situation de l'AP			Situation de l'affectation		
			Montant AP après DM2-2019	Total flux BP 2020	Montant AP après BP 2020	Part affectée après DM2-2019	Total affectation BP 2020	Affectation après BP 2020
2016-13013AA	204-221-20431	1005764	733 979,96	500 000,00	1 233 979,96	733 979,96	500 000,00	1 233 979,96
2016-13013AA	204-221-20432	1005765	385 508,00	100 000,00	485 508,00	385 508,00	100 000,00	485 508,00
2016-13013AA	21-221-21831-4	1003105	50 993 663,00	10 500 000,00	61 493 663,00	50 993 663,00	10 800 000,00	61 793 663,00
2016-13013AA	23-221-21831	1012830	4 280 000,00	2 600 000,00	6 880 000,00	4 280 000,00	2 600 000,00	6 880 000,00
2016-13013AA	23-221-21831	1005611	13 159 621,17	500 000,00	13 659 621,17	13 159 621,17	500 000,00	13 659 621,17
2016-13013AA	23-221-2317312	1012830	2 077 000,00	1 700 000,00	3 777 000,00	2 077 000,00	1 700 000,00	3 777 000,00
2016-13013AA	23-221-231312	1012830	913 000,00	500 000,00	1 413 000,00	913 000,00	500 000,00	1 413 000,00
2016-13013AA	20-221-2031	1003234	5 063 868,00	1 000 000,00	6 063 868,00	5 063 868,00	1 000 000,00	6 063 868,00
2016-13013AA	20-221-2031	1012830	610 600,00	409 000,00	1 019 600,00	610 600,00	409 000,00	1 019 600,00
2016-13013AA	20-221-2051	1003234	6 574 242,38	800 000,00	7 374 242,38	6 574 242,38	800 000,00	7 374 242,38
2016-10097AA	23-221-238	1000033	1 771 752,00	1 750 000,00	3 521 752,00	1 771 752,00	1 750 000,00	3 521 752,00
2016-10097AA	204-221-20422	1000033	5 305 231,75	110 000,00	5 415 231,75	5 305 231,75	110 000,00	5 415 231,75
2016-10172CC	21-221-21841	1000322	3 056 231,75	820 000,00	3 876 231,75	3 056 231,75	820 000,00	3 876 231,75
2016-10172CC	21-221-2182	1000322	-	180 000,00	180 000,00	-	180 000,00	180 000,00
2015-25001A	23-221-2317312	1012154	6 475 000,00	710 000,00	7 185 000,00	6 475 000,00	710 000,00	7 185 000,00
2017-10173B	204-221-20422	1013267	5 000 000,00	2 000 000,00	7 000 000,00	5 000 000,00	2 000 000,00	7 000 000,00
2020-10134B	21-221-21841	à créer	-	560 000,00	560 000,00	-	560 000,00	560 000,00
2016-10001AA	21-221-216	1000002	3 000,00	3 000,00	6 000,00	3 000,00	3 000,00	6 000,00
2016-10001AA	23-221-231312	1000002	364 989,00	200 000,00	564 989,00	347 711,08	200 000,00	547 711,08
2016-10011CC	21-50-21313	1000026	2 739 200,00	- 2 369 727,44	369 472,56	895 599,00	- 526 126,44	369 472,56
2016-10011HH	21-51-231313	1000034	400 000,00	- 400 000,00	-	400 000,00	- 400 000,00	-
2016-10011DD	21-0202-2111	1000020	2 899 593,00	6 000 000,00	8 899 593,00	2 899 593,00	6 000 000,00	8 899 593,00
2008-10187C	21-738-2128	1008307	2 000 000,00	- 475 427,52	1 524 572,48	2 000 000,00	- 475 427,52	1 524 572,48
2018-10187G	21-738-2128	1013584	554 000,00	900 000,00	1 454 000,00	554 000,00	900 000,00	1 454 000,00
2018-10187G	21-738-2188	1013584	-	400 000,00	400 000,00	-	400 000,00	400 000,00
2019-10187H	21-738-2128	1014419	372 000,00	440 000,00	812 000,00	372 000,00	440 000,00	812 000,00
2019-10187H	20-738-2031	1014419	-	100 000,00	100 000,00	-	100 000,00	100 000,00
2014-10225A	21-12-2182	1012067	7 656 000,00	2 000 000,00	9 656 000,00	7 656 000,00	2 000 000,00	9 656 000,00
2020-10663H	204-12-2041783	A CRÉER	-	1 000 000,00	1 000 000,00	-	1 000 000,00	1 000 000,00
2019-14024D	23-0202-231311	1013935	620 000,00	- 300 000,00	320 000,00	620 000,00	- 300 000,00	320 000,00
2019-14024D	23-0202-231311	1014198	2 640 000,00	300 000,00	2 940 000,00	2 640 000,00	300 000,00	2 940 000,00
2020-14024E	20-0202-2031	1014488	20 000,00	60 000,00	80 000,00	20 000,00	60 000,00	80 000,00
2020-14024E	20-11-2031	1014488	20 000,00	110 000,00	130 000,00	20 000,00	110 000,00	130 000,00
2020-14024E	20-50-2031	1014488	30 000,00	220 000,00	250 000,00	30 000,00	220 000,00	250 000,00
2020-14024E	20-621-2031	1014488	30 000,00	100 000,00	130 000,00	30 000,00	100 000,00	130 000,00
2020-14024E	20-738-2031	1014488	20 000,00	150 000,00	170 000,00	20 000,00	150 000,00	170 000,00
2020-14024E	23-0202-231311	1014488	70 000,00	270 000,00	340 000,00	70 000,00	270 000,00	340 000,00
2020-14024E	23-11-231318	1014488	120 000,00	130 000,00	250 000,00	120 000,00	130 000,00	250 000,00
2020-14024E	23-30-231314	1014488	40 000,00	90 000,00	130 000,00	40 000,00	90 000,00	130 000,00
2020-14024E	23-50-231311	1014488	110 000,00	90 000,00	200 000,00	110 000,00	90 000,00	200 000,00
2020-14024E	23-50-231313	1014488	420 000,00	500 000,00	920 000,00	420 000,00	500 000,00	920 000,00
2020-14024E	23-50-2317313	1014488	70 000,00	70 000,00	140 000,00	70 000,00	70 000,00	140 000,00
2020-14024E	23-50-23181	1014488	210 000,00	160 000,00	370 000,00	210 000,00	160 000,00	370 000,00
2020-14024E	23-621-231311	1014488	170 000,00	200 000,00	370 000,00	170 000,00	200 000,00	370 000,00
2020-14024E	23-621-231318	1014488	60 000,00	140 000,00	200 000,00	60 000,00	140 000,00	200 000,00
2020-14024E	23-621-2317318	1014488	140 000,00	330 000,00	470 000,00	140 000,00	330 000,00	470 000,00
2020-14024E	23-738-231311	1014488	100 000,00	170 000,00	270 000,00	100 000,00	170 000,00	270 000,00
2020-14024E	23-738-231318	1014488	30 000,00	170 000,00	200 000,00	30 000,00	170 000,00	200 000,00
2020-14024E	23-738-23181	1014488	10 000,00	40 000,00	50 000,00	10 000,00	40 000,00	50 000,00
2020-14024E	23-20-231312	1014488	30 000,00	-	30 000,00	30 000,00	-	30 000,00
2020-14026G	20-50-2031	1014552	30 000,00	50 000,00	80 000,00	30 000,00	50 000,00	80 000,00
2020-14026G	23-50-231313	1014552	130 000,00	260 000,00	390 000,00	130 000,00	260 000,00	390 000,00
2020-27020D	20-30-2031	1014553	30 000,00	60 000,00	90 000,00	30 000,00	60 000,00	90 000,00
2020-27020D	23-30-231314	1014553	190 000,00	560 000,00	750 000,00	190 000,00	560 000,00	750 000,00
2020-27021D	20-0202-2031	1014554	20 000,00	20 000,00	40 000,00	20 000,00	20 000,00	40 000,00
2020-27021D	20-50-2031	1014554	10 000,00	30 000,00	40 000,00	10 000,00	30 000,00	40 000,00
2020-27021D	23-0202-231311	1014554	100 000,00	160 000,00	260 000,00	100 000,00	160 000,00	260 000,00
2020-27021D	23-0202-23181	1014554	80 000,00	120 000,00	200 000,00	80 000,00	120 000,00	200 000,00
2020-27021D	23-11-231318	1014554	20 000,00	80 000,00	100 000,00	20 000,00	80 000,00	100 000,00

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 24 juil 2020 - Rapport n° 68

Direction des Finances
Direction Adjointe du Budget
Service du Budget

ANNEXE 3 - TABLEAU D'AFFECTATION BP 2020

Millésime et numéro d'AP	Imputation budgétaire	Numéro d'opération	Situation de l'AP			Situation de l'affectation		
			Montant AP après DM2-2019	Total flux BP 2020	Montant AP après BP 2020	Part affectée après DM2-2019	Total affectation BP 2020	Affectation après BP 2020
2020-27021D	23-50-231313	1014554	120 000,00	380 000,00	500 000,00	120 000,00	380 000,00	500 000,00
2020-27021D	23-621-2317318	1014554	10 000,00	30 000,00	40 000,00	10 000,00	30 000,00	40 000,00
2018-88832A	20-50-2031	1014554	650 000,00	300 000,00	950 000,00	650 000,00	300 000,00	950 000,00
2018-88832A	23-50-231313	1014554	3 850 000,00	1 600 000,00	5 450 000,00	3 850 000,00	1 600 000,00	5 450 000,00
2018-88832A	23-50-23181	1014554	3 200 000,00	600 000,00	3 800 000,00	3 200 000,00	600 000,00	3 800 000,00
2020-14032F	20-221-2031	1014527	40 000,00	100 000,00	140 000,00	40 000,00	100 000,00	140 000,00
2020-14032F	23-221-231312	1014527	800 000,00	800 000,00	1 600 000,00	800 000,00	800 000,00	1 600 000,00
2020-14032F	23-221-2317312	1014527	2 160 000,00	4 600 000,00	6 760 000,00	2 100 000,00	4 600 000,00	6 700 000,00
2020-14032F	23-221-2317312	1014526	5 330 000,00	3 000 000,00	8 330 000,00	5 330 000,00	3 000 000,00	8 330 000,00
2020-14032F	20-221-2031	1014528	5 000,00	600 000,00	605 000,00	5 000,00	600 000,00	605 000,00
2020-14032F	23-221-231312	1014528	-	600 000,00	600 000,00	-	600 000,00	600 000,00
2020-14032F	23-221-2317312	1014528	70 000,00	1 900 000,00	1 970 000,00	70 000,00	1 900 000,00	1 970 000,00
2016-26000A	20-621-2031	1012644	2 852 000,00	1 000 000,00	3 852 000,00	2 852 000,00	1 000 000,00	3 852 000,00
2016-26000A	23-621-23151	1012644	36 430 654,05	10 000 000,00	46 430 654,05	36 430 654,05	10 000 000,00	46 430 654,05
2020-10039N	204-64-20421	1014487	200 000,00	400 000,00	600 000,00	200 000,00	400 000,00	600 000,00
2020-10039N	204-64-20422	1014487	30 000,00	50 000,00	80 000,00	30 000,00	50 000,00	80 000,00
2020-30005A	20-64-2031	à créer	-	50 000,00	50 000,00	-	50 000,00	50 000,00
2020-30005A	23-64-231318	à créer	-	200 000,00	200 000,00	-	200 000,00	200 000,00
2016-10555AA	20-621-2031	1000244	200 500,00	30 000,00	230 500,00	200 500,00	30 000,00	230 500,00
2020-10012N	21-621-2151	1014482	2 020 000,00	6 980 000,00	9 000 000,00	2 020 000,00	6 980 000,00	9 000 000,00
2017-10083AA	204-621-204142	1013185	233 955,00	13 000,00	246 955,00	233 955,00	13 000,00	246 955,00
2020-10083AJ	204-621-204142	1014483	80 000,00	1 393 000,00	1 473 000,00	80 000,00	1 393 000,00	1 473 000,00
2020-10083AJ	204-628-204142	1014483	40 000,00	80 000,00	120 000,00	40 000,00	80 000,00	120 000,00
2020-10425W	20-621-2031	1014485	100 000,00	180 000,00	280 000,00	100 000,00	180 000,00	280 000,00
2020-10425W	23-621-23151	1014485	4 000 000,00	6 000 000,00	10 000 000,00	4 000 000,00	6 000 000,00	10 000 000,00
2017-10481J	20-621-2031	1013023	1 600 000,00	170 000,00	1 770 000,00	1 600 000,00	170 000,00	1 770 000,00
2020-10481M	20-621-2031	1014486	500 000,00	971 000,00	1 471 000,00	500 000,00	971 000,00	1 471 000,00
2016-13003DD	20-621-2031	1002706	5 537 630,93	1 000 000,00	6 537 630,93	5 537 630,93	1 000 000,00	6 537 630,93
2009-13003S	23-621-23151	1008881	52 108 872,71	90 000,00	52 198 872,71	52 108 872,71	90 000,00	52 198 872,71
2012-13003T	23-621-23151	1010710	39 568 893,57	1 950 000,00	41 518 893,57	39 568 893,57	1 950 000,00	41 518 893,57
2015-13003U	23-621-23151	1012199	40 952 714,69	2 000 000,00	42 952 714,69	40 952 714,69	2 000 000,00	42 952 714,69
2018-13003V	23-621-23151	1013444	29 080 589,05	9 900 000,00	38 980 589,05	29 080 589,05	9 900 000,00	38 980 589,05
2013-13005P	20-621-2031	1011320	761 000,00	110 000,00	871 000,00	761 000,00	110 000,00	871 000,00
2013-13005R	20-621-2031	1011325	600 000,00	90 000,00	690 000,00	600 000,00	90 000,00	690 000,00
2015-13005AA	20-621-2031	1012305	1 061 000,00	200 000,00	1 261 000,00	1 061 000,00	200 000,00	1 261 000,00
2015-13005AA	23-621-23151	1012305	7 711 000,00	500 000,00	8 211 000,00	7 711 000,00	500 000,00	8 211 000,00
2015-13005AB	20-621-2031	1012306	1 200 000,00	300 000,00	1 500 000,00	1 200 000,00	300 000,00	1 500 000,00
2020-13005AL	20-621-2031	à créer	-	510 000,00	510 000,00	-	510 000,00	510 000,00
2015-13005AD	23-621-23151	1012308	980 000,00	10 000,00	990 000,00	980 000,00	10 000,00	990 000,00
2018-13005AJ	23-621-23151	1013442	5 765 000,00	10 000,00	5 775 000,00	5 765 000,00	10 000,00	5 775 000,00
2018-28004A	20-621-2031	1013443	950 000,00	300 000,00	1 250 000,00	950 000,00	300 000,00	1 250 000,00
2018-28004A	23-621-23151	1013443	27 973 192,80	7 000 000,00	34 973 192,80	27 973 192,80	7 000 000,00	34 973 192,80
2016-10449G	2318-6	1012943	865 000,00	60 000,00	925 000,00	865 000,00	60 000,00	925 000,00
2019-10449H	2 031,00	1014057	200 000,00	90 000,00	290 000,00	200 000,00	90 000,00	290 000,00
2019-10449H	2 313,00	1014057	70 000,00	- 70 000,00	-	70 000,00	- 70 000,00	-
2019-10449H	2 318,00	1014057	2 196 000,00	1 400 000,00	3 596 000,00	2 196 000,00	1 400 000,00	3 596 000,00
2014-10077A	204-91-2041782	1011943	7 000 000,00	- 5 258 650,00	1 741 350,00	7 000 000,00	- 5 258 650,00	1 741 350,00
2020-10009L	21-0202-2182	1000012	100 000,00	731 000,00	831 000,00	100 000,00	731 000,00	831 000,00
2020-10009L	21-0202-2188	1000012	20 000,00	-	20 000,00	20 000,00	-	20 000,00
2020-10009L	21-738-2188	1000012	40 000,00	19 000,00	59 000,00	40 000,00	19 000,00	59 000,00
2020-10270F	23-0202-231311	1013514	700 000,00	850 000,00	1 550 000,00	700 000,00	850 000,00	1 550 000,00
2020-10270F	21-0202-2188	1013514	20 000,00	20 000,00	40 000,00	20 000,00	20 000,00	40 000,00
2020-10270F	20-0202-2031	1013514	50 000,00	100 000,00	150 000,00	50 000,00	100 000,00	150 000,00
2020-10272E	21-0202-2188	1000575	145 000,00	292 000,00	437 000,00	145 000,00	292 000,00	437 000,00
2020-10272E	21-0202-21848	1000575	285 000,00	625 000,00	910 000,00	285 000,00	625 000,00	910 000,00
2018-88800A	21-0202-21848	1013466	530 000,00	325 000,00	855 000,00	530 000,00	325 000,00	855 000,00
2018-88800A	21-0202-2188	1013467	198 000,00	112 000,00	310 000,00	198 000,00	112 000,00	310 000,00
2018-10184H	20-0202-2031	1013518	2 454 000,00	710 000,00	3 164 000,00	2 454 000,00	710 000,00	3 164 000,00
2018-10184H	21-0202-21838	1013518	4 409 000,00	1 730 000,00	6 139 000,00	4 409 000,00	1 730 000,00	6 139 000,00

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 24 juillet 2020 - Rapport n° 68

Direction des Finances
 Direction Adjointe du Budget
 Service du Budget

ANNEXE 3 - TABLEAU D'AFFECTATION BP 2020

Millésime et numéro d'AP	Imputation budgétaire	Numéro d'opération	Situation de l'AP			Situation de l'affectation		
			Montant AP après DM2-2019	Total flux BP 2020	Montant AP après BP 2020	Part affectée après DM2-2019	Total affectation BP 2020	Affectation après BP 2020
2018-88813A	20-0202-2031	1013513	194 000,00	61 000,00	255 000,00	194 000,00	61 000,00	255 000,00
2018-88813A	21-0202-21838	1013513	261 000,00	104 000,00	365 000,00	261 000,00	104 000,00	365 000,00
2018-88813A	23-50-231313	1013513	203 000,00	27 000,00	230 000,00	203 000,00	27 000,00	230 000,00
2018-28001A	20-0202-2031	1013516	1 710 000,00	200 000,00	1 910 000,00	1 710 000,00	200 000,00	1 910 000,00
2018-28001A	20-0202-2051	1013516	580 000,00	100 000,00	680 000,00	580 000,00	100 000,00	680 000,00
2018-28001A	21-0202-21838	1013516	2 400 000,00	100 000,00	2 500 000,00	2 400 000,00	100 000,00	2 500 000,00
2018-28001A	23-0202-231311	1013516	520 000,00	-	520 000,00	520 000,00	-	520 000,00
2018-28001A	23-0202-231314	1013516	70 000,00	100 000,00	170 000,00	70 000,00	100 000,00	170 000,00
2020-10184J	20-0202-2031	1010187	342 000,00	1 231 000,00	1 573 000,00	342 000,00	1 231 000,00	1 573 000,00
2020-10184J	20-0202-2051	1010187	2 900 000,00	136 000,00	3 036 000,00	2 900 000,00	136 000,00	3 036 000,00
2020-10184J	21-0202-2185	1010187	92 000,00	124 000,00	216 000,00	92 000,00	124 000,00	216 000,00
2020-10184J	21-0202-21838	1010187	530 000,00	1 219 000,00	1 749 000,00	530 000,00	1 219 000,00	1 749 000,00
2020-10340D	20-0202-2031	1013509	1 104 000,00	1 645 000,00	2 749 000,00	1 104 000,00	1 645 000,00	2 749 000,00
2020-10340D	21-0202-2188	1013509	16 000,00	31 000,00	47 000,00	16 000,00	31 000,00	47 000,00
2020-10340D	20-0202-2051	1013509	162 000,00	244 000,00	406 000,00	162 000,00	244 000,00	406 000,00
2020-14050D	20-0202-2031	1013511	922 000,00	2 091 000,00	3 013 000,00	922 000,00	2 091 000,00	3 013 000,00
2020-14050D	20-0202-2051	1013511	114 000,00	229 000,00	343 000,00	114 000,00	229 000,00	343 000,00
2020-14050D	21-0202-2181	1013511	75 000,00	144 000,00	219 000,00	75 000,00	144 000,00	219 000,00
2020-14050D	21-0202-21838	1013511	80 000,00	260 000,00	340 000,00	80 000,00	260 000,00	340 000,00
2020-14050D	23-0202-231311	1013511	82 000,00	104 000,00	186 000,00	82 000,00	104 000,00	186 000,00
2020-14050D	23-50-231313	1013511	31 000,00	60 000,00	91 000,00	31 000,00	60 000,00	91 000,00
2020-14050D	23-30-231314	1013511	16 000,00	31 000,00	47 000,00	16 000,00	31 000,00	47 000,00
2020-14050D	23-0202-231318	1013511	3 000,00	4 000,00	7 000,00	3 000,00	4 000,00	7 000,00
2020-14050D	23-0202-2317318	1013511	5 000,00	8 000,00	13 000,00	5 000,00	8 000,00	13 000,00
2020-21018D	20-0202-2031	1013512	2 235 000,00	3 686 000,00	5 921 000,00	2 235 000,00	3 686 000,00	5 921 000,00
2020-21018D	20-0202-2051	1013512	240 000,00	648 000,00	888 000,00	240 000,00	648 000,00	888 000,00
2020-21018D	21-0202-21838	1013512	660 000,00	789 000,00	1 449 000,00	660 000,00	789 000,00	1 449 000,00
2020-29010B	204-738-20421	202029010	2 000 000,00	15 000 000,00	17 000 000,00	1 995 422,00	349 586,00	2 345 008,00
2020-29010B	204-738-20421	202029010	2 000 000,00	15 000 000,00	17 000 000,00	1 995 422,00	2 569 979,00	4 565 401,00
2014 - 10077A	204-91-2041782	1011943	7 000 000,00	- 5 258 650,00	1 741 350,00	7 000 000,00	- 5 258 650,00	1 741 350,00

Annexe 4 : Glossaire des principaux termes

Allocations individuelles de solidarité (AIS) : les AIS regroupent le revenu de solidarité active (RSA), la prestation de compensation du handicap (PCH) et l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ; ces allocations constituent un droit universel auquel peut accéder une personne ayant un revenu ne lui permettant pas de vivre dignement, une personne handicapée pour lui permettre des conditions de vie adaptées ou une personne âgée pour compenser sa perte d'autonomie. L'Etat a confié aux Départements la charge de financer ces trois allocations respectivement en 2002 pour l'APA, en 2004 pour le RMI, devenu RSA en 2008 et en 2006 pour la PCH. Ces trois allocations ont fait l'objet, au moment de leur création et/ou de leur transfert aux Départements, d'un régime de compensation financière destiné à couvrir tout ou partie de la charge de ces nouvelles dépenses. **Allocation personnalisée d'autonomie (APA)** : Cf. AIS. **Autofinancement brut / net (épargne brute / nette)** : partie des recettes de fonctionnement qui reste disponible pour le financement de l'investissement après affectation des charges. Après imputation des dépenses en capital de la dette, on obtient l'épargne nette. **Autorisation de programme (AP) / crédit de paiement (CP)** : limite des dépenses budgétaires que les ordonnateurs sont autorisés à engager pour l'exécution des investissements. L'affectation de l'autorisation de programme constitue l'acte comptable qui traduit la décision prise par l'ordonnateur de réaliser une opération. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées pendant l'année.

Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) : établissement public national à caractère administratif, créé par la loi du 30 juin 2004. Ayant vu ses missions précisées et renforcées par la "loi handicap" du 11 février 2005, elle a pour objectifs principaux : financement des allocations en faveur des personnes âgées dépendantes et des personnes handicapées, respect de l'égalité de traitement sur tout le territoire français, mission d'expertise, d'information et d'animation. **Centre sportif départemental (CSD) Fontainieu** : installation sportive créée par le Département et transférée à la Métropole Marseille Provence dans le cadre des lois MAPTAM et NOTRe. **Cessions d'actifs** : vente de biens mobiliers ou immobiliers inscrits à l'actif du bilan (véhicules, terrains, bâtiments...). **Commission locale d'évaluation des ressources et des charges transférées (CLERCT)** : elles visent à encadrer les transferts de compétences des départements vers les métropoles et les régions consécutifs à la loi NOTRe. C'est le président de la chambre régionale des comptes qui pilote ces commissions. **Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE)** : organismes de droit privé avec statut d'association loi de 1901 institués par la « loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 ». Présents dans presque chaque département, ils assurent des missions de service public pour la promotion et le développement de la qualité architecturale, urbaine et environnementale. Les CAUE étaient au nombre de 92 en 2016. **Contrats d'aménagement et de développement local (CADL)** : dispositif pluriannuel contractuel d'aide aux communes permettant la réalisation d'un projet d'investissement local selon des thèmes prioritaires arrêtés par le Département. **Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** : impôt local créé en France par la loi de finances pour 2010. Elle est une composante, avec la cotisation foncière des entreprises (CFE), de la contribution économique territoriale (CET) qui a remplacé la taxe professionnelle.

Dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) : en 2011, la réforme de la fiscalité locale a été mise en place avec la garantie que les ressources de chaque collectivité locale soient préservées. Ce principe de compensation se traduit par la mise en place de deux mécanismes : une DCRTP permettant le maintien d'un plancher de ressources pour chaque catégorie de collectivités, ainsi qu'un fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) afin d'assurer une compensation intégrale des pertes de chaque collectivité. Par la DCRTP, l'État compense la perte globale de recettes dans chacun des trois blocs. Le FNGIR permet aux collectivités « perdantes » du fait de la réforme d'être compensées (via un reversement) par le biais d'un prélèvement sur les collectivités « gagnantes ». **Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)** : concours versé par l'Etat aux départements au titre de l'investissement dans les collèges. Cette dotation, initialement représentative des efforts réalisés dans chaque département, est désormais gelée. **Dotation générale de décentralisation (DGD)** : concours versé par l'Etat, elle avait initialement pour fonction d'assurer la neutralité financière des transferts de compétences ; vidée de sa substance au fil des réformes, il s'agit désormais d'un concours marginal et gelé. **Dotation globale d'équipement (DGE)** : concours de l'Etat à l'investissement des collectivités locales, les réformes successives du dispositif (dont la suppression de la 1^{ère} part et le seul maintien de la fraction équipement rural) en font là aussi une dotation marginale pour les départements urbains. **Dotation globale de fonctionnement (DGF)** : subvention la plus importante versée par l'Etat aux collectivités locales, elle constitue le pivot des relations financières avec l'État. Elle comporte 12 dotations qui se déclinent elles-mêmes en plusieurs parts ou fractions. Les départements perçoivent une DGF divisée en : dotation forfaitaire, dotation de compensation, dotation de péréquation urbaine (DPU), dotation de fonctionnement minimale (DFM). **Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)** : impôts imputés aux acquéreurs lors de la vente d'un bien immobilier. Ces droits d'enregistrement s'appliquent à toutes les ventes d'immeubles (logements, locaux professionnels ou commerciaux, terrains nus). Ils sont également exigibles sur d'autres types de situations (usufruit, nue-propriété, titres de sociétés...). Lors de la vente d'un bien, le montant des droits est calculé sur le prix de vente.

Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) : dispositif destiné aux jeunes adultes en grande difficulté sociale, âgés pour la plupart entre 18 et 25 ans. Il vise à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et à leur apporter des secours temporaires pour faire face à des besoins urgents. Le fonds octroie essentiellement des aides financières individuelles versées le plus souvent à titre subsidiaire lorsque les autres dispositifs existants ne peuvent être mobilisés. Transféré pleinement en 2005 aux départements, il a pu depuis faire l'objet d'un transfert à une intercommunalité. **Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)** : il a pour objet la compensation par l'État aux collectivités locales de la TVA acquittée sur leurs investissements, sur la base d'un taux forfaitaire. Pour le calcul des attributions au titre du FCTVA sont prises en compte les dépenses d'équipement (acquisitions et travaux), hors achats de terrains et subventions spécifiques de l'État perçues, pour lesquelles la TVA n'a pas pu être récupérée d'une autre manière. **Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI)** : dotation versée par l'Etat en compensation partielle du transfert de la charge des allocations RMI/RSA aux départements. **Fonds de solidarité pour le logement (FSL)** : destiné à aider les ménages ayant de faibles ressources et rencontrant des

difficultés liées au logement. Décentralisé en 2005, la gestion et le financement du fonds est, depuis cette date, sous la responsabilité du Conseil départemental. Il a pu être depuis transféré au niveau intercommunal. Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées au impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone. **Fonds national de garantie individuel des ressources (FNGIR)** : cf. DCRTP.

Glissement vieillesse technicité (GVT) : indicateur de mesure de l'évolution de la masse salariale (avec la valeur du point d'indice salarial et l'évolution du nombre total de fonctionnaires). On distingue : le GVT positif qui retrace l'incidence positive sur la masse salariale des avancements (à l'ancienneté, aux choix...) et de l'acquisition d'une technicité ; le GVT négatif qui traduit l'incidence négative sur la masse salariale du remplacement des anciens fonctionnaires (en haut de la grille salariale) par des nouveaux.

Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) : dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale de 2011, certaines entreprises (secteurs de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications) auraient vu leurs contributions fiscales diminuer de façon importante du fait de la suppression de la taxe professionnelle et de son remplacement par la CET. Afin de minorer ce gain, a été instaurée, en plus de la CET, une imposition forfaitaire pour les entreprises de réseaux au profit des collectivités territoriales. Ces IFER sont au nombre de neuf, les huit premières étant à destination des collectivités locales. Les tarifs applicables dépendent de la catégorie d'IFER concernée. **Institut Paoli-Calmettes (IPC)** : structure privée à but non lucratif, il est chargé d'une mission de service public hospitalier en cancérologie : prévention et dépistage du cancer, recherche en cancérologie, prise en charge des patients (chirurgie, radiothérapie, chimiothérapie), enseignement et formation continue.

Laboratoire départemental d'analyses (LDA) : service du Département érigé en budget annexe ayant des missions d'analyses dans le domaine de la santé humaine, animale et de l'eau.

Maisons du bel âge : dispositif départemental destiné à aider les personnes du bel âge dans leurs démarches quotidiennes. Le projet s'articule autour de l'ouverture de lieux de proximité (maisons du bel âge) dans tout le département. Chaque maison sera dotée d'une équipe opérationnelle pluridisciplinaire au service des usagers. **Maison départementale des personnes handicapées (MDPH)** : groupements d'intérêt public, sous l'égide des départements, réunissant l'ensemble des acteurs publics et associatifs intervenant dans le domaine du handicap.

Parcours professionnel, carrières et rémunérations (PPCR) : sigle créé par le ministère de la Fonction publique ; ce protocole relatif au parcours professionnel, et en particulier aux rémunérations - salaires et primes - des agents publics français, a été créé par le décret n°2016-907 du 1er juillet 2016. **Plan Charlemagne** : lancé par le Département en 2017, il est destiné à donner aux jeunes provençaux tous les moyens de la réussite scolaire. Il se décline en trois axes principaux (équipement, numérique et nouvelles technologies, action éducative et citoyenne) dotés d'un budget de 2,5 milliards d'euros sur dix ans. **Prestation de compensation du handicap (PCH)** : Cf. AIS. **Provence Eco-renov** : dispositif départemental mis en place en 2016 et destiné à l'amélioration de l'habitat.

Régime indemnitaire lié aux fonctions, à l'expertise et l'expérience professionnelle (RIFSEEP) : nouveau dispositif indemnitaire de référence qui va remplacer la plupart des primes et indemnités existantes. Il est composé de deux primes : une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), versée mensuellement, et un complément indemnitaire annuel (CIA), facultatif. **Revenu de solidarité active (RSA)** : Cf. AIS. **Revenu universel d'activité (RUA)** : il s'agit d'un regroupement de prestations sociales existantes dans le but de simplifier leur attribution et leur gestion ; parmi les allocations qui devraient intégrer ce dispositif se trouve le RSA ; le souhait du Gouvernement serait de rendre "le système des prestations sociales plus lisible et plus juste", avec un mode de calcul unique et un accès simplifié à cette aide financière ; une consultation citoyenne a été lancée le 9 octobre 2019.

Taxe départementale additionnelle à la taxe de séjour (TDATS) : instituée par la loi du 13 avril 1910, la taxe de séjour permet de dégager les moyens nécessaires pour assurer et accompagner le développement touristique ; le Conseil départemental a délibéré en faveur de l'institution de la taxe de séjour additionnelle à la taxe de séjour au réel et à la taxe de séjour forfaitaire perçues par les communes ou groupement de communes ; cette taxe additionnelle est établie et recouvrée selon les mêmes modalités que la taxe de séjour communale à laquelle elle s'ajoute. **Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)** : suite à la transposition de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité, la taxe locale d'électricité a été remplacée par la taxe sur la consommation finale d'électricité fondée sur un nouveau cadre juridique ; une fraction de ces taxes est départementale. **Taxe sur les conventions d'assurances (TSCA)** : impôt proportionnel créé en 1944 qui doit être acquitté sur certaines conventions d'assurance, par l'assureur, le courtier ou l'assuré lui-même. Son produit est affecté pour partie aux départements depuis la réforme de la fiscalité locale de 2011, à la Caisse nationale des allocations familiales et à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM). **Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)** : impôt foncier local qui touche les propriétés dites « bâties », par opposition aux immeubles non bâtis (terrains nus, terrains à bâtir). Contrairement à la taxe d'habitation, celle-ci est due par le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel. **Taxe intérieure sur les produits énergétiques (TICPE)** : la TICPE (anciennement TIPP) est la principale taxe perçue en France sur certains produits énergétiques, notamment ceux d'origine pétrolière. La TICPE correspond à un montant par unité produite. Ce montant est fixé par loi de finances initiale. Les ressources de TICPE sont en grande partie reversées aux départements dans le cadre de la neutralité des transferts de compétences en matière de RMI/RSA.